

HOMMES ET COMMERCE

LA REVUE DE L'ASSOCIATION HEC - AUSSI DISPONIBLE EN LIGNE : www.associationhec.com - # 348 - AVRIL/MAI 20012 - 20 EUROS - ISSN 0223-5846

HEC



**ASSOCIATION HEC
NOS PROPOSITIONS
FACE À DE
NOMBREUX DÉFIS
HEC ALUMNI**

**ENTRETIEN AVEC
PASCAL LAMY (H.69),
DG DE L'OMC**

En photo: le Bureau de l'Association



Pascal Lamy (H.69), directeur général de l'Organisation mondiale du commerce

Le directeur général de l'OMC revient sur la conjoncture internationale et nous livre sa vision du commerce mondial. Dénonçant le pessimisme français et le non-sens du protectionnisme, il rappelle que les principaux bénéficiaires de la mondialisation restent... les consommateurs.

IL Y A UN VRAI GISEMENT DE CROISSANCE DANS LES SERVICES

HEC Avec la crise, observez-vous une tendance au repli sur soi et au protectionnisme ?

Pascal Lamy Nous constatons des pressions en ce sens, mais heureusement peu suivies de faits. Il y a encore des endroits sur cette planète où l'on pense que freiner les importations permet de protéger l'emploi, même si cela ne fait plus sens au point de vue économique ! Les entreprises évoluent aujourd'hui dans des chaînes de production globales. Importations et exportations sont de plus en plus interdépendantes. Chaque économie se spécialise naturellement là où elle est la plus productive. Quand un pays a recours au protectionnisme, les emplois qu'il protège à l'importation sont moins productifs que ceux qu'il perd à l'exportation. Cela détériore la productivité et le potentiel de croissance de son économie. Quand vous pénalisez vos importations, vous pénalisez vos exportations.

HEC Dans notre pays, le sentiment protectionniste paraît pourtant très prégnant...

P.L. Ce syndrome reste très localisé.

Dans son pessimisme actuel, la France se voit comme un îlot menacé par l'extérieur. Le syndrome d'Astérix ! En réalité, la politique commerciale française est la même que celle de ses voisins européens et notamment de l'Allemagne. Et pour cause : depuis la création de la CEE en 1957, elle est gérée au niveau européen et décidée à la majorité qualifiée.

HEC Ce sentiment français est-il une exception ?

P.L. On trouve aussi ce courant protectionniste dans l'opinion américaine. Ces deux pays ont un rapport particulier à l'universel. Ils ont tendance à considérer qu'ils sont un exemple pour le monde. Ambition tout à fait légitime. Encore faut-il en avoir les moyens.

HEC Justement, quels moyens manquent à la France pour mieux s'en sortir dans le commerce international ?

P.L. Le pays doit avant tout réaliser un diagnostic clair, lucide et suffisamment partagé de ses problèmes de compétitivité. C'est ce que les Allemands ont fait pendant la der-

nière décennie : le gouvernement a diagnostiqué les faiblesses de l'économie (le "Standort Deutschland") en consultant les parties prenantes : syndicats, patronat, Länder... Pour l'instant, un tel débat est quasiment inexistant en France. Les idées reçues ont la vie dure. On crie au dumping social, environnemental et monétaire. Or la France réalise 75 % de ses échanges avec l'Europe et les États-Unis, dont 60 % avec l'Union européenne. La grande majorité des importations et des exportations sont donc réalisées à conditions sociales et environnementales équivalentes ! D'ailleurs, depuis dix ans, la France a gagné des parts de marché dans les pays émergents, mais en a perdu dans les pays développés. Cela montre bien que ces accusations de dumping là ne tiennent pas la route.

HEC Et les États-Unis ? Leur déficit commercial avec la Chine semble préoccupant...

P.L. D'où vient cette situation ? Principalement du fait que les Américains consomment trop et n'épargnent pas assez, tandis que les Chinois

PARCOURS Pascal Lamy

1981-1983 Conseiller de Jacques Delors, ministre des Finances.
1983-1984 Directeur adjoint du cabinet de Pierre Mauroy, Premier ministre.
1985-1994 Directeur de cabinet de Jacques Delors, président de la Commission européenne.
1994-1999 Participe au redressement du Crédit Lyonnais, dont il sera directeur général jusqu'à sa privatisation en 1999.
1999-2004 Commissaire au commerce à la Commission européenne, présidée par Romano Prodi.
Depuis 2005, directeur général de l'OMC. Mandat renouvelé pour quatre ans en septembre 2009.



Dans le bureau de Pascal Lamy à l'OMC, cette photo : Messieurs Smoot et Hawley, auteurs du Smoot-Hawley Tariff Act de 1930, une loi américaine qui a élevé les droits de douane à l'importation de plus de 20 000 types de biens. Par mesure de rétorsion, de nombreux pays ont fait de même, provoquant une forte contraction du commerce mondial. "Pour moi, les deux hommes sont – malgré eux – les fondateurs du GATT et de l'OMC", explique Pascal Lamy.



épargnent trop et ne consomment pas assez. Le déficit commercial américain est financé par importations de capitaux, et notamment par souscriptions de dette souveraine américaine. Est-ce soutenable ? Je n'ai pas de réponse tranchée à cette question. Ce type de situation peut se retrouver au sein même d'un pays. Par exemple, le Michigan importe des capitaux de Floride, et lui exporte beaucoup de produits (automobiles, produits agricoles...). Or ce déséquilibre ne préoccupe pas les Américains. Le monde est peut-être beaucoup plus intégré commercialement et financièrement que les représentations collectives ne laissent le croire.

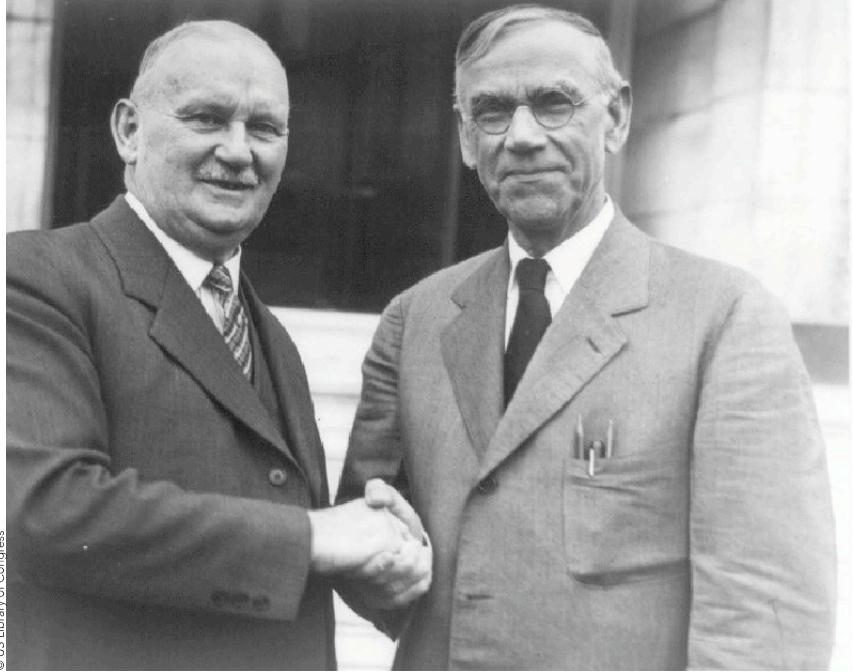
75%
des échanges de la France sont réalisés avec l'Europe et les États-Unis, dont 60% avec l'Union Européenne.

1%
du commerce mondial a été affecté, au global, par le protectionnisme depuis le début de la crise. La vague de repli sur soi que l'on craignait n'est, pour l'instant, pas apparue.

HEC La monnaie chinoise est-elle sous-évaluée ?

P. L. Certainement. Le FMI donne une fourchette comprise entre 7 et 20%. D'après les discours ambients, ceux qui importent de Chine sont victimes de la sous-évaluation du yuan. Mais l'affaire est plus complexe que cela. Le FMI n'oblige pas ses membres à ouvrir ses comptes extérieurs. La Chine ne viole donc pas sur ce point un engagement international qu'elle aurait pris. Une réévaluation du yuan aurait-elle un impact significatif sur la balance commerciale chinoise ? Ce n'est pas si sûr. Le contenu en valeur ajoutée des exportations chinoises est relativement faible, autour de 50 %. Réévaluer le yuan renchérirait certes les exportations de Chine, mais diminuerait la valeur des importations, donc réduirait l'inflation, ce qui améliorera la compétitivité chinoise via les salaires. Chou blanc ou à peu près.

HEC Revenons à l'Europe : quel est votre diagnostic sur la crise actuelle ?



P. L. Elle a révélé une discordance entre le haut niveau d'intégration économique et financière au sein du Vieux Continent et le manque de reconnaissance institutionnelle et politique de cette interdépendance. Regardez comment les banques européennes ont acheté des milliards d'euros de dettes souveraines des pays de la zone euro. Le décalage est grand entre les "solidarités de fait" (pour reprendre l'expression de Robert Schuman), c'est-à-dire celles de l'intégration économique, financière, technique d'une part, et l'intégration politique d'autre part. C'est pourquoi la question d'un transfert supplémentaire de souveraineté est au cœur de la discussion. Reste à définir la dose de solidarité et la dose de discipline à mettre en place. C'est un problème européen classique. Souvenons-nous des années 90. Le marché unique a ouvert les frontières et provoqué un choc de compétitivité. En contrepartie, les fonds structurels ont permis d'aider les pays qui étaient dans une moins bonne position compétitive à s'ajuster. Tous les ans, environ 100 milliards d'euros sont ainsi transférés des régions riches vers les régions pauvres de l'Union européenne. Ce n'est pas rien !

HEC Un éclatement de la zone euro est-il envisageable ?

P. L. La probabilité d'un tel scénario n'est plus nulle. Mais il faut raisonner

en espérance mathématique, c'est-à-dire considérer le produit de la probabilité et du résultat associé à cette probabilité. Un éclatement de la zone euro aurait des conséquences désastreuses. L'Allemagne serait d'ailleurs la grande perdante : si ses partenaires disposent d'une monnaie moins forte que l'euro, ils ne pourront plus acheter autant de ses produits.

HEC Vous prônez un choc de compétitivité dans les services en Europe : pouvez-vous nous en dire plus ?

P. L. La différence de productivité actuelle entre l'Europe et les États-Unis s'explique pour l'essentiel par les services. Les Américains disposent d'un marché intérieur unifié dans les services, pas les Européens. Des réformes structurelles sont indispensables dans ce secteur qui représente environ 70 % des économies modernes.

Par exemple, ouvrir davantage à la concurrence les professions réglementées comme les architectes, les comptables, les notaires, les taxis... ou la distribution, les réseaux. Cela permettra à la fois de redonner du pouvoir d'achat aux ménages et d'améliorer la productivité des services aux entreprises. C'est ce que préconisait Jacques Attali dans son rapport de 2008¹ en écho aux conclusions du rapport Rueff-Armand de... 1960 ! C'est aussi ce que Mario Monti est en train de faire en Italie. Il y a

EN 2011, LE COMMERCE INTERNATIONAL A CRÛ DE 5,8%, POUR UN PIB MONDIAL EN HAUSSE DE 3%.

là un vrai gisement de croissance, dans un marché européen de cinq cents millions de consommateurs. Attention toutefois à rester vigilant politiquement : rappelez-vous la polémique du plombier polonais...

HEC Quelles sont les grandes priorités de l'OMC pour cette année ?

P.L. D'abord, tenir le choc de la crise. Ce système multilatéral, en construction depuis soixante ans, ne doit pas régresser. Pour l'instant, il résiste, mais la pression pourrait s'accentuer si le ralentissement de la croissance s'aggravait. En novembre 2008, l'OMC a mis en place un système de *screening* pour détecter les mesures de politique commerciale prises dans le monde entier : celles qui accélèrent les échanges et celles qui les freinent. Ces dernières ne sont pas toujours qualifiées de protectionnistes. Restreindre les échanges ne veut pas forcément dire enfreindre ses obligations à l'OMC. Un pays peut par exemple augmenter ses droits de douane appliqués sans atteindre le plafond qu'il s'est engagé à ne pas dépasser (ce qu'on appelle les droits de douane consolidés).

Autre priorité pour 2012, nous allons tenter de poursuivre des avancées sur quelques sujets, malgré les blocages de nature géopolitique sur d'autres. Pour l'instant, les pays développés et les pays émergents n'arrivent pas à se mettre d'accord sur un nouvel équilibre en matière de droits de douane. Mais le principal obstacle au commerce international, aujourd'hui, ce sont les barrières non tarifaires, c'est-à-dire réglementaires : procédures douanières, droits consulaires, licences d'importation et d'exportation, systèmes d'inspection des biens et des animaux...



LE COMMERCE INTERNATIONAL CONTINUE DE GRANDIR

"Le commerce international se développe plus vite que la richesse mondiale. C'est une tendance de long terme. Le multiplicateur, c'est la croissance de la division internationale du travail. Elle est poussée par la technologie. Depuis trente ans, les distances se réduisent grâce à l'amélioration des transports, à Internet, aux technologies de l'information. Par exemple, l'utilisation du conteneur a permis de diviser par cinquante le prix de transport d'une tonne de marchandises. Deuxième facteur explicatif, des politiques commerciales qui n'ont cessé de s'ouvrir. Certes, depuis le début de la crise, un certain nombre de mesures défensives ont été adoptées ici ou là, en Russie, en Ukraine, en Argentine, au Brésil ou ailleurs. Mais, dans le même temps, il y a eu aussi des décisions d'ouverture. Au global, environ 1 % du commerce mondial a été affecté par le protectionnisme. La vague de repli sur soi que l'on craignait n'est, pour l'instant, pas apparue. Heureusement, car l'histoire des années 30 nous a montré que le protectionnisme ne fait qu'aggraver la récession. Autre facteur, la disponibilité du trade finance, qui est actuellement défavorable. Quatre-vingt-dix pour cent du commerce mondial passe par un intermédiaire bancaire (lettre de crédit, open account). La présence des banques s'est contractée à cause de la montée du prix du risque et des problèmes de liquidité. La régulation, qui assimile le trade finance à d'autres produits financiers bien plus risqués comme le crédit à la consommation, a aggravé cette contraction, en particulier dans les pays en développement. Nous travaillons avec le comité de Bâle pour mieux différencier le financement international dans l'évaluation des risques."

LA FACE CACHÉE

DE PASCAL LAMY (H.69)

Quelle est votre devise préférée ?

L'ignorance est la mère de tous les maux (attribuée à Rabelais).

De quelle qualité êtes-vous le plus fier ?

La perspicacité.

Quel défaut aimeriez-vous corriger en vous ?

L'impatience.

Quelle qualité appréciez-vous le plus chez les autres ?

La curiosité.

Quel défaut tolérez-vous le moins chez les autres ?

La lâcheté.

Si vous aviez dû vivre à une autre époque ?

En 2050.

Si vous deviez vous identifier à un animal ?

Un ours.

Si vous aviez dû choisir encore une autre carrière ?

Anthropologue.

Qu'emporteriez-vous sur une île déserte ?

De la musique.

Si vous aviez plus de temps libre, à quoi le consacreriez-vous ?

À ceux qui me sont chers.

Quel est votre meilleur souvenir d'HEC ?

J'en ai honte : les nuits à passer au jeu au bridge avec les copains.

40%

de la valeur des exportations est composée de produits importés. C'était 20 % il y a 20 ans. C'est pourquoi il ne fait plus vraiment sens de mesurer le commerce international en volume.



Le coût de *processing* du commerce international représente 10 % de sa valeur totale. Cette proportion pourrait diminuer de moitié s'il y avait la volonté politique nécessaire pour boucler les négociations et mettre en œuvre les réformes. Cinq pour cent de la valeur du commerce mondial à portée de main, c'est énorme ! Enfin, en décembre dernier, nous avons avancé de manière substantielle sur l'ouverture des marchés publics entre certains pays de l'OMC. Les achats publics représentent une partie significative de l'économie mondiale. La Chine est en train de négocier sa participation à cet accord. Si elle met dans le pot ne serait-ce que 20 % de la valeur de ses achats publics, cela représentera 100 milliards de dollars de commerce international supplémentaire par an. Les montants à la clé sont bien plus importants que les sujets sur lesquels bloquent d'autres négociations. Par exemple, la Chine doit-elle ou non réduire de 3 % les droits de douane sur les produits chimiques ou sur la machinerie industrielle ?

HEC Comment peut-on défendre la mondialisation quand des usines ferment sous la pression de la concurrence étrangère ?

P. L. Pour comprendre le modèle actuel, il faut faire appel aux théories de Ricardo et de Schumpeter. D'après Ricardo, l'échange produit des gains d'efficience. Pour Schumpeter, ces gains proviennent de chocs de destruction créative. L'ouverture internationale rebat les cartes. Ceux qui en bénéficient en premier lieu, ce sont les consommateurs. Ils sont innombrables, mais peu informés de ces gains. Quand vous allez acheter un tee-shirt au supermarché, il n'est pas indiqué que celui-ci coûte 60 %



Depuis 30 ans, les distances se réduisent grâce à l'amélioration des transports. Par exemple, l'utilisation du conteneur a permis de diviser par 50 le prix de transport d'une tonne de marchandises.

de moins qu'il y a dix ans grâce au commerce international ! L'effet *welfare* est vaporisé, ignoré. En revanche, les victimes de l'ouverture internationale, les travailleurs des entreprises qui doivent s'adapter, voire relocaliser ou fermer, elles, sont bien conscientes de l'origine de leurs problèmes ! Mais si Lejaby s'était rendu compte que le soutien-gorge était devenu une commodité, l'entreprise aurait adapté ses produits aux nouveaux standards du luxe et n'aurait peut-être pas connu le déclin.

HEC Done la mondialisation profite aux consommateurs d'une part, aux entreprises compétitives d'autre part ?

P. L. Tout à fait. Et dans l'ensemble, la globalisation apporte un solde d'efficacité et de bien-être positif. Au prix de transformations parfois douloureuses. Mais les dirigeants politiques doivent reconnaître et assumer la manière dont ce système fonctionne. Vouloir freiner la mondialisation, c'est du luddisme (NDLR : *mouvement qui voulait casser les métiers à tisser en les considérant comme néfastes pour l'emploi*). Le problème, en France, vient d'une culture économique et internationale relative-

ment faible. D'où la mode des théories protectionnistes, populistes. Les médias français ont une part de responsabilité, en ne vérifiant pas des présentations erronées. Mais il faut aussi reconnaître l'importance accrue de bons systèmes de sécurité sociale au sens large. Ce qui explique pourquoi les pays les plus ouverts à l'échange international sont aussi ceux dont les systèmes sociaux et éducatifs sont les meilleurs.

HEC Quel est votre diagnostic sur la crise financière qui touche la planète depuis maintenant cinq ans ?

P. L. J'en parlais en 2008²: l'activité économique la plus globalisée de cette planète, à savoir la finance, était aussi la moins régulée. L'Office international des épizooties contrôlait mieux le commerce des viandes et animaux que le comité de Bâle ne maîtrisait les échanges de produits financiers toxiques ! Entre 1985 et 1994, j'étais le sherpa de Delors au G8. La régulation de la finance a fait l'objet de multiples débats. Un minimum de discipline collective était nécessaire si on voulait réduire les risques. Mais les négociations n'ont pas abouti.



© Fotolia

CETTE ANNÉE, NOUS TABLONS SUR UNE CROISSANCE DE 4 À 5%, POUR UN PIB MONDIAL EN HAUSSE DE 2,5%.

J'entends par là: la République française, l'Union européenne et le système international. Selon l'état de la matière, l'art de la gouvernance varie...

La gouvernance n'est efficace que si elle est légitime, proche des gens. Il faut que celles et ceux qui en ont besoin acceptent de faire partie d'une communauté de destin. Dans un système national, "solide", de nombreux éléments viennent coaguler les molécules: un système de représentation, l'histoire, les symboles, le drapeau, les mythologies... Dans l'état "liquide", c'est-à-dire au sein de l'Union européenne, le sentiment communautaire est déjà beaucoup moins prononcé. Pourtant, certaines institutions s'apparentent à du "solide": la Cour de justice de Luxembourg, le Parlement européen. Enfin, quand on passe au niveau international, l'état "gazeux",

le sentiment d'appartenance à une communauté de destin est encore moins développé. Les molécules se dispersent, il faut réunir des conditions de température et de pression très particulières pour qu'elles s'agrègent. C'est un univers très complexe, brownien. Cela demande une énergie politique de tous les instants. "Ton pays n'a ni ami ni ennemi éternel", telle est la règle de base du diplomate.

Au final, je dirais que le rapport de légitimité est de 1 à 3 quand on passe du gazeux au liquide, et de 1 à 3 quand on passe du liquide au solide. La crédibilité d'institutions comme l'OMC, la Banque mondiale, le FMI ou l'ONU dépend avant tout du bon vouloir de leurs membres. Cela dit, l'OMC est sans doute la plus "liquide" des organisations "gazeuses". En soixante ans d'existence, l'organisation a établi des mécanismes de sur-



HEC Pourquoi ?

P. L. Certains considéraient qu'il ne fallait pas entraver l'innovation financière, la créativité des opérateurs. Celle-ci a certes alimenté la croissance, mais au prix de risques qui se sont accumulés. L'ouverture des marchés augmente le risque de contagion, mais c'est le manque de régulation qui est avant tout en cause dans cette crise. Un exemple: les États-Unis et le Canada sont deux économies totalement interpénétrées, y compris en matière de services financiers. Pendant que les banques américaines s'effondraient, c'était le calme plat chez son voisin canadien, car son système financier était proprement régulé.

HEC Comment se dirige une institution comme l'OMC ?

P. L. Après mes premières vies à Paris puis à Bruxelles dans le service public, j'ai passé cinq années dans le privé, à tenter de redresser le Crédit Lyonnais. Cinq années pénibles et difficiles, mais que je ne regrette pas car nos actions ont fini par aboutir. Puis j'ai rejoint le secteur public. J'aurai donc eu la chance d'expérimenter les trois états de la matière: le solide, le liquide et le gazeux.

"NOS STATISTIQUES ACTUELLES FAUSSENT LA PERCEPTION DE LA MONDIALISATION"

Les processus de production sont de plus en plus multilocalisés. La moitié des biens manufacturés échangés sur le commerce international sont des composants. En vingt ans, en moyenne mondiale, le contenu en importations des exportations est passé de 20 à 40%. C'est pourquoi il ne fait plus vraiment sens de mesurer le commerce international en volume. Il y a vingt ans, un pays construisait une voiture et l'exportait pour 100. Aujourd'hui, la même voiture est fabriquée dans cinq pays successivement. La contribution de cette voiture au commerce mondial s'élève à $20 + 40 + 60 + 80 + 100 = 300$! Alors que la voiture vaut toujours 100. La comptabilisation du commerce est redondante, car elle se fait à chaque franchissement de frontière. Il y a trois ans, j'ai donc lancé un chantier sur les conventions statistiques, visant à mesurer le commerce international en valeur ajoutée. On pourra alors le comparer au PIB (somme de valeurs ajoutées). Si on étudie le déficit commercial des États-Unis avec la Chine, il est deux fois moins élevé en valeur ajoutée qu'en volume. En effet, le contenu en valeur ajoutée des exportations américaines est d'environ 85% contre 50% pour les exportations chinoises.

CEUX QUI BÉNÉFICIENT EN PREMIER LIEU DE LA MONDIALISATION, CE SONT LES CONSOMMATEURS. ILS SONT INNOMBRABLES MAIS PEU INFORMÉS DE CES GAINS.



© Fotolia

LES CHIFFRES CLÉS DE L'OMC

- Organisation créée en 1995, pour succéder au GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, fondé en 1947).
- 153 membres qui assurent environ 90 % du commerce mondial.
- 640 fonctionnaires, originaires de 73 pays membres, travaillent au secrétariat de l'OMC.
- 196 millions de francs suisses de budget en 2010 (l'OMC est basée à Genève). Ses recettes proviennent essentiellement des contributions annuelles des membres, calculées selon une formule qui tient compte de la part de chacun dans le commerce international.
- L'Europe est la zone régionale la plus intégrée : 65 % des exportations de l'UE sont allées vers des pays de l'UE en 2010.
- La Chine est le premier exportateur mondial de marchandises : 1 578 milliards de dollars en 2010.
- L'Union Européenne domine les exportations de services, devant les États-Unis (685 milliards et 518 milliards de dollars en 2010, respectivement).
- Si le Parlement russe ratifie l'accord d'entrée de la Russie dans l'OMC d'ici juin, l'OMC regroupera 97 % du commerce mondial.



veillance, de *peer review*. Elle dispose d'un organisme de règlement des différends contraignant. Les États y ont franchi le Rubicon, ils ont déféré des attributions à une juridiction internationale. C'est un cas unique jusqu'à présent.

HEC De quelles qualités devez-vous faire preuve pour réussir dans cet univers "gazeux" ?

P. L. Être DG de l'OMC revient à être à la fois chef d'orchestre, confesseur, avocat, médecin, monsieur météo, intermédiaire... Les pays membres consentent parfois à vous prêter leur confiance et une certaine autorité lorsqu'ils n'arrivent pas à se mettre d'accord. Là-dessus, mon expérience de commissaire européen a été utile. Le rôle de l'OMC dans les négociations s'apparente à celui d'une lettre de change dans une transaction internationale : l'acheteur et le vendeur préfèrent faire confiance à un tiers, qui garantit que le paiement aura bien lieu. Proximité, crédibilité légitimité, voici les trois facteurs de succès.

HEC Votre nationalité française sert-elle ou desserte-t-elle votre légitimité ?

P. L. Être français dans la gouvernance des affaires publiques est plutôt généralement considéré comme un label de qualité. L'histoire l'a prouvé : la France a fourni nombre de dirigeants d'institutions internationales. Parce que le système public

français est longtemps resté plus fort que dans d'autres pays, avec une formation de qualité. Le pays dispose encore d'un certain avantage compétitif en la matière, qu'il exporte. Cette tradition se perdra vraisemblablement au fur et à mesure que le secteur public français continuera à rétrécir.

HEC Quel message souhaitez-vous communiquer à la communauté HEC ?

P. L. Je trouve la France déprimée, pessimiste. Cela l'empêche de mener les réformes nécessaires et d'identifier les énormes opportunités qui se présentent à elle. Le pays est en déficit de confiance et d'espérance. Rien d'étonnant à cela : on ne cesse de répéter que la France est un îlot de bonheur dans un monde de catastrophes. Le système politique, dans son monarchisme féodal, est censé procurer la protection du seigneur en échange d'une loyauté au moment des élections³. Cela entretient les Français dans l'idée d'une menace de tous les instants et de tous les horizons. Je ne crois pas que la peur soit un bon moteur de l'action pour les entrepreneurs, en tout cas à moyen et long terme. ●

1. "Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française", Jacques Attali. <http://tinyurl.com/d5zmf4>.

2. Pascal Lamy : "Il faut une régulation contraignante", Le Monde, 8 novembre 2008.

3. Voir l'impassé du national présidentialisme. Entretien avec Daniel Cohn-Bendit - Esprit février 2012.